



(Sections de la DDFiP de Charente Maritime)

## **Boycott du CTL du 6 février 2019**

### **Une centaine d'agents de La Rochelle interpellent le Directeur**

Une centaine de collègues de La Rochelle se sont rassemblés ce mercredi 6 février et ont investi la salle de réunion du CTL pour interpellier le Directeur sur l'avenir de notre administration et le volume des suppressions de postes et de services envisagés à la DDFiP17, suite à la note d'orientation du DG « bâtir un nouveau réseau ». L'ensemble des Directeurs Départementaux des Finances Publiques a reçu le volume d'emplois à supprimer, chacun pour son département, d'ici 2022.

En réponse, le Directeur a tenté de nous anesthésier en prétendant que rien n'était arrêté, qu'il n'avait pas plus d'informations que nous, que le « grand débat national » remettait en question le calendrier et pouvait modifier les orientations. Les représentants syndicaux ont pris la parole pour dénoncer ce qui apparaît bien comme un faux-fuyant, voire un discours politique fait de bla-bla.

Nous avons réaffirmé que les conclusions du « grand débat », telles que les a réitérées Macron, sont déjà connues : loi sur la Fonction Publique, loi sur l'assurance-chômage, loi sur les retraites. Les 50.000 suppressions de postes de fonctionnaires d'État d'ici 2022 ont été confirmées par le Président de la République. Dans la mesure où le gouvernement entend augmenter les effectifs de la police et de la pénitentiaire, il est évident que la DGFIP sera lourdement impactée. Par ailleurs, la réforme de l'État ne fait pas partie des sujets prévus au « grand débat ».

De nombreux agents ont pris la parole pour dénoncer l'aggravation des conditions de travail, l'épuisement des collègues de SIP et de l'accueil, les suspensions et reports des congés, les conditions de mise en place du PAS (le gros des problèmes étant à venir).

Le Directeur a prétendu ne pas connaître, à ce jour, le volume des suppressions de postes pour les trois années à venir, alors même que dans d'autres départements les Directeurs les ont annoncées. La Charente Maritime serait-elle un département atypique ?

Depuis une semaine, de nombreux départements ont engagé différentes actions : grèves, blocages, rassemblements, distributions de tracts au public...

Dans notre département, sont programmés :

- des rassemblements, jeudi matin, à Rochefort, Saint-Jean d'Angély et Marennes (avec distribution de tracts au public et pétition).
- des heures mensuelles d'information en intersyndicale : jeudi 7/02 après-midi à La Rochelle, vendredi 8/02 après-midi à Royan, lundi 11/02 après-midi à Jonzac et mardi 12/02 après-midi à Saintes.

L'ensemble des organisations syndicales de Charente Maritime vous appellent à participer à ces actions et à vous inscrire massivement, par la grève, à la prochaine journée « DGFIP morte » organisée nationalement.